

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session
Rome, 1^{er}- 2 décembre 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

POUR LE

**PROJET DE MICROFINANCE POUR LES AGRICULTEURS MARGINAUX
ET LES PETITS EXPLOITANTS**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
GLOSSAIRE	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA dans le pays	1
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée du projet	4
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU BANGLADESH)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	6
V. IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSABILITIES (MODALITÉS D'EXÉCUTION ET RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS)	8
VI. ORGANISATION CHART (ORGANIGRAMME)	12
VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Taka (BDT)
1,00 USD	=	59,25 BDT
100 BDT	=	1,69 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

1 acre	=	0,405 hectare (ha)
1 ha	=	2,47 acres

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DVA	Département de vulgarisation agricole
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation partenaire
PKSF	Palli Karma-Sahayak Foundation (Fondation Palli Karma-Sahayak, Fondation pour le soutien à l'emploi en milieu rural)

GLOSSAIRE

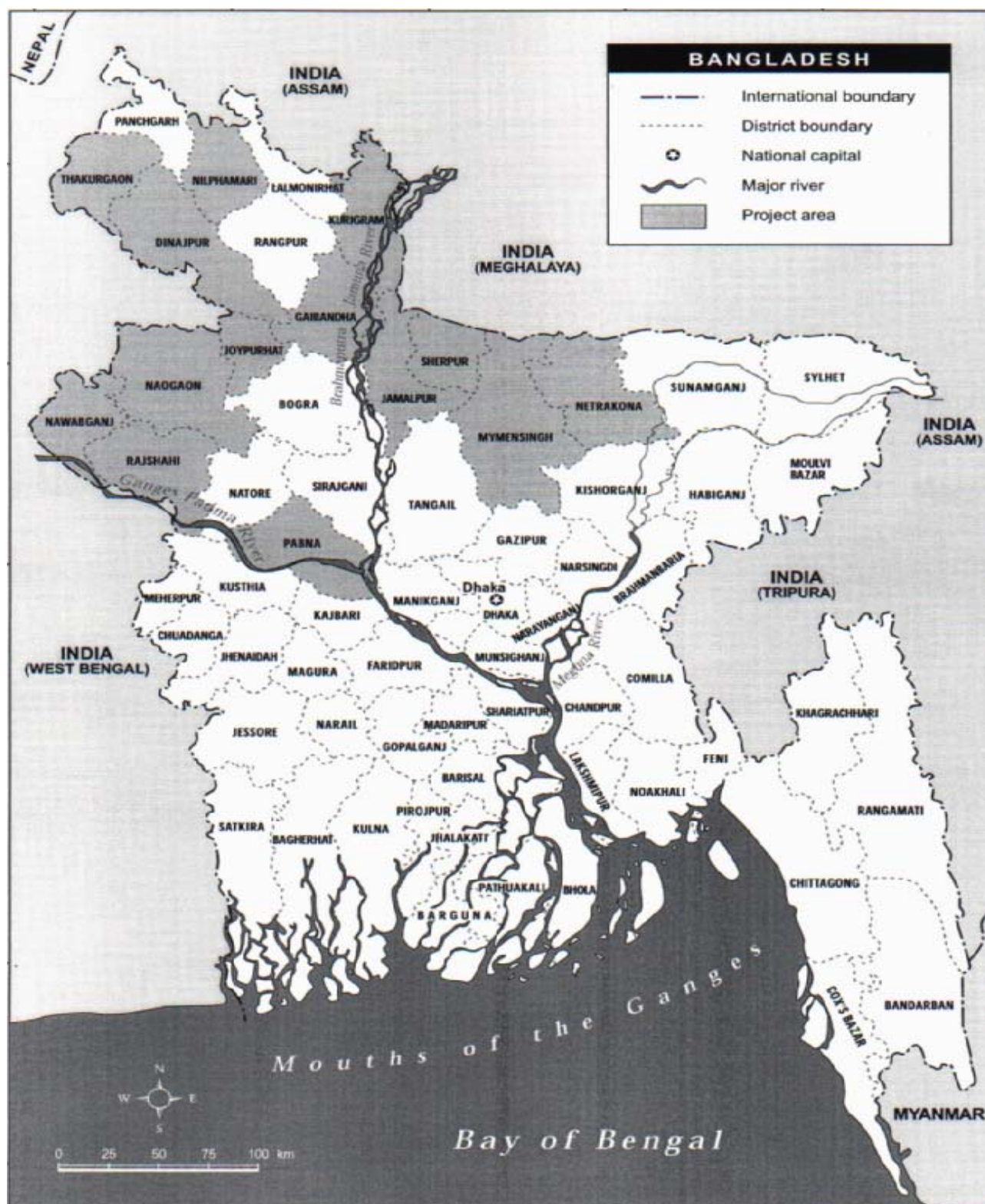
<i>Aman</i>	Variété locale de riz (saison des pluies)
<i>Aus</i>	Riz précoce cultivé au début de la saison des pluies
<i>Boro</i>	Riz de culture irriguée cultivé durant la saison hivernale
<i>Upazila</i>	Sous-district

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

Année budgétaire

1^{er} juillet – 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

**PROJET DE MICROFINANCE POUR LES AGRICULTEURS MARGINAUX
ET LES PETITS EXPLOITANTS**

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République populaire du Bangladesh
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF), institution faîtière de financement pour les organisations non gouvernementales (ONG) créée par le gouvernement
COÛT TOTAL DU PROJET:	29,74 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	13,40 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,06 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	ONG partenaires
MONTANT DU COFINANCEMENT:	1,73 million de USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	7,95 millions de USD (contribution de la PKSF)
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires du projet? La zone du projet comprend 14 districts des régions nord-ouest et centre-nord du Bangladesh, retenues en raison de leur taux de pauvreté élevé et de leur bon potentiel agricole. Dans le cadre de ce projet, le groupe cible se composera de ménages pauvres de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux, identifiés comme étant les ménages qui cultivent entre 0,5 et 2,5 acres de terre. Les districts visés comptent 28 millions d'habitants au total (parmi lesquels 1,7 million de ménages constituent le groupe cible du projet). On escompte que, d'ici la fin de la période couverte par le projet, quelque 210 000 ménages (avec à leur tête un homme ou une femme) auront tiré directement avantage du projet. Les classements par évaluation participative de la richesse réalisés à l'occasion des missions de conception ont mis en évidence des critères de ciblage complémentaires permettant de s'assurer que le projet atteint bien les ménages de paysans les plus pauvres. Ceux-ci ont notamment les caractéristiques suivantes: i) leur activité principale est l'agriculture et leur principale source de revenus est la culture, l'horticulture, l'élevage, la pêche, ou des activités liées à l'agriculture; ii) ils subissent une pénurie de nourriture (moins de trois repas par jour) plus de deux mois par an; et iii) ils sont particulièrement désavantagés (ménages dirigés par une femme, jeunes sans emploi, populations tribales).

Pourquoi sont-ils pauvres? Premièrement, pour ce qui est de la vulnérabilité, ces populations pauvres vivent dans une région qui subit chaque année des inondations de très grande ampleur. Plusieurs facteurs accentuent cette vulnérabilité: la dépendance à l'égard des prêteurs, le caractère saisonnier des revenus et les situations d'urgence qu'entraînent la perte de récoltes ou la maladie. L'éloignement de certains des districts et la mauvaise qualité de leurs réseaux de communication, qui ont pour corollaire l'insuffisance des services (administration, santé, secours d'urgence, etc.), aggravent encore la situation. Deuxièmement, s'agissant du contexte institutionnel, juridique et politique qui influe sur les moyens de subsistance des pauvres, à l'échelon local, la présence des services de développement rural (agriculture, élevage, pêche) mis en place par l'État est limitée. Troisièmement, sur le plan de l'accès aux moyens permettant d'assurer la subsistance, les communautés rurales n'ont qu'un accès limité à l'épargne et au crédit, car les organisations non gouvernementales (ONG) ne s'adressent pour l'instant pas aux petits exploitants et aux agriculteurs marginaux. Les paysans sont par ailleurs confrontés à des difficultés de commercialisation, en raison de leurs liens insuffisants avec les fournisseurs d'intrants et les acquéreurs et du manque d'informations relatives aux prix.

Comment le groupe cible tirera-t-il avantage du projet? Pour remédier aux handicaps décrits ci-dessus, le projet entend atténuer la vulnérabilité, améliorer l'accès aux services et aux ressources essentiels, appuyer une composante concernant les moyens de subsistance (agriculture), et encourager l'autonomisation en s'attachant à l'équité hommes-femmes. L'approche retenue lors de la conception afin d'atteindre le groupe cible s'articule autour des points suivants: i) s'attachant à encourager la production de produits agricoles de grande valeur, le projet permettra aux bénéficiaires d'accéder à l'épargne et au crédit et encouragera les liens entre les paysans et les marchés; ii) compte tenu de la nécessité d'améliorer la fourniture de services agricoles aux bénéficiaires, le projet appuiera une démarche pluraliste comportant un renforcement du rôle des ONG et du secteur privé; iii) afin de développer le capital humain, le projet mettra en place un programme de perfectionnement des compétences des bénéficiaires ainsi que du personnel des ONG; iv) afin de répondre à la féminisation de l'agriculture et, plus généralement, à la vulnérabilité des femmes, le projet cherchera à répondre aux impératifs stratégiques en matière de problématique hommes-femmes en donnant aux femmes l'accès aux savoirs et à la technologie, et en leur permettant de se former aux compétences de direction et de gestion; et enfin v) afin d'atténuer la vulnérabilité, le projet appuiera la création par les organisations partenaires d'un fonds de réserve permettant de faire face aux catastrophes naturelles, et il apportera son concours aux nouveaux produits de prêt, les prêts de campagne par exemple.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Les éléments suivants permettront de garantir le caractère participatif du développement. Compte tenu des excellents résultats qu'a donnés l'approche retenue par la Fondation Palli Karma-Sahayak, qui consiste à charger les ONG partenaires de redistribuer le crédit, le projet appuiera la création de 11 500 nouveaux groupes d'épargne et de crédit (210 000 membres, dont environ 80% de femmes). Dans le cadre du projet, les membres de ces groupes recevront une formation dans le domaine du développement social, des compétences techniques et de la création d'entreprise. Les bénéficiaires participeront aux groupes d'épargne et de crédit, à un programme de formation et de démonstration sur le terrain, à des journées de démonstration au champ et à des visites d'exploitation, et à un programme concernant les circuits de commercialisation. En outre, le groupe cible sera associé au travail de suivi des bénéficiaires et d'évaluation de l'impact.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH
POUR LE
PROJET DE MICROFINANCE POUR LES AGRICULTEURS MARGINAUX
ET LES PETITS EXPLOITANTS

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh d'un montant de 13,40 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,06 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de microfinance pour les agriculteurs marginaux et les petits exploitants. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Bangladesh est un delta alluvial de très faible altitude, souvent balayé par des inondations et des cyclones. Il est bordé par le Golfe du Bengale au sud, l'Inde à l'ouest, au nord et à l'est et le Myanmar au sud-est. Avec une population estimée à près de 135,7 millions d'habitants en 2002, le Bangladesh affiche l'une des densités de population les plus fortes du monde, puisqu'elle atteint 1 042 habitants au km². Environ 78% de la population vit en milieu rural. Le taux d'accroissement démographique s'est établi à 1,7% par an en moyenne entre 1996 et 2002. Le Bangladesh est un pays très pauvre: son revenu national brut était de 380 USD par habitant en 2002, et le pays se classe au 145^e rang sur 173 d'après l'indice de développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (*Rapport sur le développement humain*, 2002). Néanmoins, en dépit de l'instabilité politique, de la misère et des calamités naturelles, l'économie obtient de relativement bons résultats. Depuis le début des années 90, le gouvernement a intensifié son vaste programme de réforme économique afin d'asseoir la croissance et le développement sur une économie de marché libéralisée dont le secteur privé soit le moteur. Le produit intérieur brut a progressé de plus de 5% par an entre 1995 et 2000. Le secteur agricole, qui emploie toujours 60% de la main-d'œuvre, enregistre une croissance annuelle moyenne de 4,6% depuis le milieu des années 90. Pour que cette expansion se poursuive, il faut augmenter les entrées de capitaux, améliorer la gouvernance, valoriser les ressources humaines, décentraliser, améliorer la gestion des ressources et ouvrir de nouvelles perspectives aux pauvres.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA dans le pays

2. Le FIDA est un membre actif du Groupe consultatif local sur la finance qui s'est constitué au Bangladesh, et il a pris part à l'étude de la situation du microfinancement au Bangladesh réalisée conjointement par les donateurs en 2004. La conception du projet a fait l'objet d'un échange de vues avec le groupe consultatif afin de veiller au respect des bonnes pratiques et des leçons tirées des

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

projets en cours au Bangladesh dans le secteur du microfinancement, et elle intègre les enseignements des précédents projets du FIDA, qui sont les suivants: i) les approches de microfinancement reposant sur la demande et assortis d'un appui technique aux groupes d'épargne et de crédit donnent de bons résultats et ont un impact significatif sur les bénéficiaires; ii) il est possible d'améliorer considérablement les moyens de subsistance des ruraux pauvres (en particulier les femmes) moyennant une formation aux activités agricoles; iii) les tentatives pour établir des liens entre les banques commerciales ou les banques de développement agricole et les organisations non gouvernementales (ONG) ont été vaines; et enfin iv) l'expérience des fonds de crédit renouvelable gérés dans le cadre des projets montre qu'il est extrêmement important de travailler par l'intermédiaire d'institutions de microfinancement établies et d'institutions faîtières comme la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF). L'expérience de la PKSF a permis de dégager un certain nombre d'enseignements pertinents, notamment: a) un travail acharné de développement institutionnel est indispensable si l'on souhaite pérenniser les petites et moyennes ONG de microcrédit; b) une supervision et un suivi intensifs de la part du personnel de la PKSF sont indispensables pour préserver la qualité du portefeuille; et c) l'indépendance de la PKSF et son autonomie opérationnelle jouent un rôle décisif et lui ont permis de contribuer à l'expansion rapide du secteur du microfinancement.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh

3. **La politique d'éradication de la pauvreté du Bangladesh.** La Stratégie nationale pour la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le développement social (qui fait provisoirement office de Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté) prévoit que, d'ici à 2015, le Bangladesh sera parvenu à diviser par deux le nombre de gens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, à améliorer les autres indicateurs de pauvreté humaine (accès à l'éducation, taux de mortalité maternelle et infantile, incidence de la malnutrition et accès aux services sanitaires), à faire reculer la violence sociale que subissent les populations pauvres et défavorisées (en particulier les femmes et les enfants), à prendre les mesures nécessaires à la gestion des situations de catastrophe, et enfin à enrayer la dégradation de l'environnement.

4. Afin de réduire rapidement la pauvreté, le gouvernement s'est fixé comme priorité le développement des zones rurales, où vivent la plupart des pauvres. Pour y parvenir, il faut donner un coup d'accélérateur à l'expansion de l'agriculture et du secteur rural para-agricole. On considère que la croissance de l'agriculture est indispensable pour établir une croissance durable, augmenter les salaires en milieu rural, dégager des synergies permettant de diversifier l'économie rurale, et permettre l'approvisionnement en denrées alimentaires d'un prix abordable, afin d'améliorer l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire des populations. La stratégie retenue met en avant: i) le rôle important que jouent les organismes de microfinancement dans le développement des capacités institutionnelles des pauvres et leur accès aux savoirs qui conditionnent le développement; ii) la nécessité de répondre aux besoins des populations extrêmement pauvres, moyennement pauvres ou susceptibles de basculer dans la pauvreté; et iii) la nécessité de renforcer le rôle du secteur privé et des ONG dans la fourniture d'intrants et la prestation de services. Cette stratégie a également pour but de renforcer la participation des femmes à l'agriculture, en particulier pour les cultures hors champ et les activités para-agricoles; dans ces domaines, les services de commercialisation, d'information, de technologie et de vulgarisation s'adresseront spécifiquement aux femmes.

5. **Les activités des autres principaux donateurs tendant à éradiquer la pauvreté.** Le Bangladesh est l'un des grands bénéficiaires de l'aide internationale depuis son accession à l'indépendance, en 1971. Tous les grands donateurs multilatéraux et bilatéraux mènent des programmes au Bangladesh. Parmi les principaux projets bénéficiant du concours des donateurs et appuyant à la fois le microfinancement et le développement de l'agriculture, qui présentent par conséquent des possibilités d'apprentissage et d'enrichissement mutuel avec le projet proposé, on peut citer: i) la phase II du projet de microfinancement conduit par la Banque mondiale et la PKSF; ii) le projet de la Banque asiatique de développement (BASD) et du Département de vulgarisation agricole

(DVA) en faveur de la diversification des cultures dans la région nord-ouest; iii) le projet de développement du secteur agro-industriel lancé par la BASD et le Département de commercialisation agricole; iv) les projets de développement agricole intégré menés par la Banque islamique de développement et le DVA; v) le projet de renforcement des services de protection des plantes et de gestion intégrée de la fertilité des sols et des engrais que conduisent l'Agence danoise de développement international (DANIDA) et le DVA; et enfin vi) le projet de développement des nouvelles techniques agronomiques lancé par l'Union européenne.

6. **La stratégie du FIDA au Bangladesh.** Depuis 1978, le FIDA a accordé au Bangladesh 21 prêts à des conditions particulièrement favorables, pour un montant total de 350 millions de USD. Sur ces 21 prêts, quinze ont été clôturés et six sont en cours. La stratégie du FIDA a toujours consisté à appuyer les efforts entrepris par le gouvernement pour réduire la pauvreté rurale. L'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays élaboré par le FIDA et approuvé en décembre 1999 définit les grandes lignes d'un programme de prêts comportant quatre projets à réaliser sur une période de cinq ans.

7. Les petits exploitants et les agriculteurs marginaux pauvres du Bangladesh sont très vulnérables, et leurs conditions d'existence sont difficiles. Ce groupe de population est confronté à des problèmes spécifiques, notamment l'accès insuffisant aux services financiers, le caractère saisonnier des revenus qui entraîne une insécurité alimentaire, l'accès insuffisant au soutien technique, et la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles (notamment les inondations). En particulier, l'accès insuffisant aux services financiers entraîne une dépendance vis-à-vis des prêteurs, freine l'investissement et l'intégration aux circuits commerciaux, et limite les possibilités de diversification des sources de revenus. En conséquence, 41% des paysans vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La prise en compte des besoins de ce groupe de population reste l'un des défis majeurs auquel le gouvernement doit faire face dans le domaine du développement rural.

8. Compte tenu de ces éléments, le COSOP a fixé au FIDA l'objectif à long terme qui consiste à aider le gouvernement à mettre au point une approche institutionnelle efficace permettant d'apporter des services financiers aux paysans du Bangladesh. À cet égard, le COSOP insiste sur l'importance de «...l'amélioration de l'accès des pauvres, notamment les petits paysans et les paysans marginaux, aux services financiers et autres, par le biais de mécanismes institutionnels appropriés...» et de la mise au point de produits financiers plus innovants adaptés aux besoins des petits exploitants et des agriculteurs marginaux.

9. **Raisons d'être du projet.** Au Bangladesh, les ONG du secteur du microfinancement ont obtenu d'excellents résultats sur le plan de l'attribution de crédits aux ruraux pauvres sans terre. Ce succès a eu un impact substantiel en termes de création d'emplois, d'atténuation de la pauvreté et d'autonomisation des femmes. Toutefois, le microfinancement n'a eu qu'un impact restreint sur le volume du crédit à l'agriculture, car la plupart des ONG et autres institutions de microfinancement restreignent les prêts accordés à ceux qui disposent de moins de 0,5 acre (considérés comme pratiquement sans terre). En outre, le groupe cible n'a qu'un accès très limité au crédit agricole du secteur bancaire. De fait, l'accès insuffisant aux services financiers de cette catégorie (qui regroupe au total 6,4 millions de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux) constitue pour le Bangladesh un enjeu important pour le développement. Ces paysans exploitent 37% de la superficie totale de terres agricoles. Compte tenu de la très forte corrélation entre la croissance agricole et l'économie rurale para-agricole, et puisque la réduction globale de la pauvreté dépend si étroitement de la croissance dans les zones rurales, l'introduction d'un système viable permettant aux paysans de disposer de services financiers se justifie pleinement. Conscient de la nécessité d'innover dans ce domaine, le FIDA a été à l'initiative d'un partenariat avec la PKSF afin de proposer ce type de services. La participation de la PKSF, qui sera chargée de transmettre les fonds aux ONG, qui les rétrocéderont ensuite aux paysans sous forme de prêts, permettra de mettre en place un système de crédit efficient et durable. La PKSF utilisera ses systèmes de suivi et de gestion, qui ont fait leurs preuves, afin de

s'assurer que les organisations partenaires (OP) qui participent au projet proposent bien au groupe cible les crédits et les services financiers. Une fois que cette méthode permettant d'offrir des services financiers aux paysans aura fait ses preuves, il est prévu que la PKSF la reproduise à plus grande échelle.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

10. La zone du projet couvrira dix districts de la région nord-ouest (Rajshahi, Nawabganj, Pabna, Kurigram, Thakurgaon, Joypurhat, Nilphamari, Gaibandha, Naogaon et Dinajpur) et quatre situés dans la région du centre-nord (Netrakona, Mymensingh, Jamalpur et Sherpur); au total, ces districts regroupent 117 *upazilas* (sous-districts). Ils ont été retenus en raison de leur niveau de pauvreté élevé et de leur bon potentiel agricole. La localisation exacte des groupes concernés par le projet sera déterminée en fonction de la demande locale et de la capacité des OP à fournir des services, et il est possible que certains de ces 117 *upazilas* ne soient pas couverts.

11. Les districts retenus comptent au total 28 millions d'habitants (dont 1,7 million de ménages constituent le groupe cible du projet). On escompte que, d'ici la fin de la période couverte par le projet, quelque 210 000 ménages (avec à leur tête un homme ou une femme) auront tiré directement avantage du projet. Le groupe cible se composera de ménages pauvres de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux exploitant une surface comprise entre 0,5 et 2,5 acres. Bien que les petits exploitants et les agriculteurs marginaux ne soient généralement pas aussi pauvres que les paysans sans terre, une proportion importante d'entre eux (41%) vit au-dessous du seuil de pauvreté (fixé à une ration alimentaire équivalente à 2 112 kcal/personne/jour). Ceux qui se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté sont parfois aussi vulnérables que les ménages d'exploitants sans terre plus pauvres, et, selon bon nombre d'études récentes, ils sont «les pauvres de demain». Le projet visera également les petits entrepreneurs agricoles exerçant une activité dans les différents secteurs des services agricoles, comme la fourniture d'intrants, la commercialisation ou la transformation de produits agricoles. Enfin, on estime que la grande majorité des bénéficiaires directs du projet seront des femmes, puisque celles-ci représentent à l'heure actuelle 90% des bénéficiaires d'un microcrédit.

12. Outre les critères relatifs aux surfaces exploitées, le classement par évaluation participative de la richesse effectué lors de la conception du projet a permis d'identifier d'autres critères de ciblage permettant de s'assurer que le projet atteint bien les ménages d'exploitants les plus pauvres. Ceux-ci ont notamment les caractéristiques suivantes: i) leur activité principale est l'agriculture et leur principale source de revenus est la culture, l'horticulture, l'élevage, la pêche, ou des activités liées à l'agriculture; ii) ils subissent une pénurie de nourriture (moins de trois repas par jour) plus de deux mois par an; et iii) ils sont particulièrement désavantagés (ménages dirigés par une femme, jeunes sans emploi, populations tribales).

B. Objectifs et portée du projet

13. Le projet, d'une durée de six ans, a pour but d'améliorer les conditions de subsistance de 210 000 ménages pauvres de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux. À cette fin, il est prévu de financer trois composantes: i) les services de microfinance; ii) le renforcement des capacités et la mise en place de liens avec les marchés; et iii) la coordination et la gestion du projet. Les objectifs de ces composantes sont les suivants: i) créer des institutions de microfinancement viables, afin de donner à 210 000 ménages de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux la possibilité d'investir dans des entreprises agricoles ou para-agricoles; ii) accroître la production agricole moyennant l'accès à l'information, l'adoption de nouvelles techniques et la création de liens avec les marchés; et iii) mettre au point et intégrer les procédures opérationnelles de la PKSF en ce qui concerne les prêts aux paysans et, plus largement, aux entreprises du secteur agricole.

C. Composantes

Les services de microfinance

14. Le projet donnera à 210 000 ménages pauvres de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux l'accès aux services de microfinance, et permettra à 10 OP intéressées d'expérimenter des dispositifs pilotes consistant à consentir des prêts contre stockage des récoltes. Dans le cadre de cette composante, le projet financera: i) une ligne de crédit dont la PKSF rétrocédera les fonds aux paysans du groupe cible sous forme de prêts, par l'intermédiaire de 25 OP (25,0 millions de USD); ii) un fonds de réserve pour les situations de catastrophe (379 700 USD); iii) la construction et la remise en état d'entrepôts et de matériel de stockage et la prise en charge des coûts de fonctionnement supplémentaires des nouveaux entrepôts construits dans le cadre des activités pilotes de stockage des récoltes (69 300 USD); iv) les frais généraux initiaux de 25 OP désireuses d'étendre leurs opérations aux prêts aux petits exploitants et aux agriculteurs marginaux pauvres pour financer des entreprises agricoles ou para-agricoles (à peu près 1,1 million de USD). Le coût total de cette composante est évalué à 26,5 millions de USD. La méthode retenue pour mettre en place les services de microfinancement consiste pour les OP à constituer des groupes de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux qui seront le noyau autour duquel s'articuleront les services. Ces groupes rassembleront entre 15 et 25 membres. Les OP participantes devront investir une part considérable des ressources dont elles disposent. En effet, la constitution de nouveaux groupes de crédit générera des frais de personnel et des frais généraux préalablement à la perception de revenus significatifs sous forme de commission de services, et les fonds apportés par la PKSF ne couvriront que 90% au maximum de l'encours des prêts consentis aux membres du groupe. Pour une OP comptant 8 330 membres de groupes, les frais de démarrage nets s'élèveront à 2,36 millions de BDT la première année d'activité, dont 1,83 million de BDT pour couvrir les frais de personnel et les frais généraux.

15. Ce projet permettra aux OP d'innover en matière de dispositifs de prêts, tout en garantissant, grâce au renforcement des capacités et à l'appui institutionnel, la rentabilité des prêts pour l'institution qui les octroie et, partant, leur caractère durable. Le montant des prêts sera vraisemblablement plus élevé que dans le cadre du microcrédit classique, afin de refléter la capacité d'absorption plus importante des petits exploitants et des agriculteurs marginaux. Au départ, les prêts pourraient se situer dans une fourchette de 7000 à 12 000 BDT, avant de passer progressivement entre 20 000 et 30 000 BDT. Les opérations de prêt seront entièrement dictées par la demande, et les emprunteurs seront libres de choisir les investissements en fonction de leurs besoins.

16. Dans le cadre des dispositifs permettant aux paysans de contracter des emprunts gagés sur la valeur des récoltes qu'ils déposent dans un entrepôt, celles-ci n'étant disponibles que lorsque leur acquéreur a remboursé l'emprunt, le projet mettra des fonds à disposition des OP participantes afin de les aider à tester sur le terrain ce dispositif de prêt contre stockage des récoltes à une dizaine d'endroits. Ces fonds contribueront à financer l'achat de matériel, le capital d'exploitation nécessaire au fonctionnement des entrepôts et, dans cinq cas, la construction de nouveaux entrepôts d'une capacité d'environ 50 tonnes. Les ONG devront apporter une partie (20%) des fonds nécessaires, le solde étant financé sur les ressources du projet sous forme de prêts à faible taux d'intérêt octroyés par la PKSF.

17. Puisque les opérations de prêt répondront aux demandes, on escompte qu'une part importante des emprunts sera contractée pour financer des activités para-agricoles. Ceux qui, au contraire, empruntent pour financer des activités agricoles encourent certains risques. Les récoltes et le bétail sont soumis à un certain nombre de risques naturels, les inondations, les ravageurs ou les maladies par exemple. Afin d'atténuer ces risques, tous les membres du groupe épargneront auprès de l'OP, cette épargne permettant de faire face aux situations d'urgence. Selon les règles établies par la PKSF, les OP conservent une part suffisante de leurs ressources sous forme de dépôts liquides pour faire face aux demandes de retrait. Outre la réserve constituée dans le cadre normal de la gestion de la dette, ce

projet contraindra chaque OP à mettre en place un fonds de catastrophe alimenté par une contribution dont le montant envisagé correspond à 2% des recettes de commission. Les trois premières années, le projet alimentera en partie le fonds de catastrophe à hauteur de la contribution de l'OP (50% chacun). Les avoirs seront déposés sur un compte à taux fixe auprès d'une banque commerciale. Le fonds servira pour annuler les arriérés d'intérêt accumulés et consentir de nouveaux prêts en cas de catastrophe nationale ou régionale faisant l'objet d'une déclaration par le gouvernement, ou si certains ménages se trouvent dans une situation désastreuse en raison des pertes de revenu occasionnées par la maladie ou le décès d'un membre de la famille.

Le renforcement des capacités et les liens avec les marchés

18. Le projet exploitera les atouts des OP et de la PKSF pour ce qui est du fonctionnement du microcrédit, et il financera le renforcement des capacités des OP en ce qui concerne certains aspects spécialisés des prêts aux paysans. Les OP opéreront à partir de leurs antennes existantes. L'appui au renforcement des capacités et aux liens avec les marchés a été divisé en quatre sous-composantes: la vulgarisation agricole, l'appui à la mise en place des groupes, la PKSF, et la commercialisation. La conception du projet permet une grande souplesse, tant sur le plan du contenu des services proposés qu'en ce qui concerne le mode de prestation. La PKSF a la latitude d'adapter les dispositions relatives à la mise en œuvre et la définition du rôle de chacun en fonction de la capacité du DVA, des OP et des autres organisations à apporter l'appui décrit dans chacune des sous-composantes.

19. **La vulgarisation agricole.** Dans le cadre de ce volet, le projet financera: la formation technique des membres du groupe et des démonstrations de cultures, la formation du personnel du DVA et des OP, et un certain nombre de séminaires et de réunions. Ces activités, dont le coût total est évalué à 918 100 USD, seront réalisées par le DVA, en collaboration étroite avec la PKSF et les OP. La nature exacte et les thèmes précis de la formation technique seront déterminés en évaluant les priorités des groupes de paysans au cours de la mise en œuvre; il pourra notamment s'agir: de former sur le terrain tous les membres des groupes de paysans; de démontrer l'utilisation de nouvelles techniques, cultures et variétés sur environ 11 500 parcelles, pendant une période de quatre ans; et de faciliter les liens entre les responsables de bloc et les membres des groupes, moyennant des visites d'appui technique aux groupes participant au projet, qui se dérouleront chaque mois pendant un an. En matière de formation du personnel, le DVA se chargera de former ses propres moniteurs agricoles, ainsi que les agronomes et les organisateurs de groupes des OP, en les mettant au courant des techniques agricoles récentes susceptibles d'être utiles aux membres des groupes. Cette formation comportera un stage d'une semaine pour la remise à niveau des moniteurs agricoles; un stage de trois jours pour la remise à niveau de 50% des responsables de bloc des *upazilas* relevant du projet; et des séances organisées par le personnel du DVA à l'échelon des *upazilas* à l'intention de plus de 2 300 organisateurs de groupes des OP, afin de donner des connaissances agronomiques élémentaires aux responsables directs du contrôle des opérations de prêt avec les groupes de paysans. Le DVA organisera également des séminaires sur le thème des liens avec les marchés à l'échelle des *upazilas*, à l'occasion desquels les paysans, les fournisseurs d'intrants et les acheteurs pourront échanger des informations sur les exigences des marchés et la demande d'intrants; il organisera aussi deux fois par an, à l'échelon des districts et des *upazilas*, des réunions à l'intention du personnel du DVA et des OP, afin de convenir des grandes lignes du plan de formation et d'appui technique.

20. **L'appui à la constitution des groupes.** Les OP participantes se chargeront de former et d'appuyer les membres des groupes. Le projet financera la formation de ces derniers, tant sur des sujets techniques que dans le domaine de la commercialisation et de la création d'entreprises (288 800 USD); les salaires, le matériel et les motocyclettes des agronomes des OP (391 100 USD); et les relations techniques avec les instituts de recherche et les spécialistes de l'administration ou autres (4 900 USD). Chaque OP emploiera un agronome chargé de coordonner l'ensemble des activités agricoles et d'organiser la formation et les autres formes d'appui à l'intention des groupes. Cette personne servira également d'intermédiaire avec le DVA. Le projet prendra en charge le coût des

salaires, et un ordinateur et une motocyclette par agronome. Les OP assureront une formation complémentaire à celle dispensée par le DVA, comportant notamment: une formation sur le terrain des membres des groupes concernant des questions sociales telles que la santé, l'hygiène, les droits et la place des femmes; des séances d'une demi-journée organisées à intervalles réguliers sur des sujets techniques, en particulier l'élevage et la production piscicole; et des séances de formation d'une journée s'adressant à 20% des membres du groupe, consacrées à la commercialisation et la gestion d'entreprise. En outre, les OP organiseront des journées sur le terrain afin de diffuser les résultats des démonstrations fructueuses, quatre journées étant organisées dans chaque *upazila* les deuxième, troisième et quatrième années du projet. Dans le cadre de ce projet, un budget limité a été affecté afin de permettre aux agronomes des OP de faire appel aux compétences de spécialistes d'organismes de recherche lorsqu'ils ont à résoudre des problèmes techniques particuliers ou pour solliciter des conseils sur des questions fondamentales; cette somme leur permettra également d'assister à des ateliers et des séminaires afin de parfaire leurs connaissances. Dans le cadre de ce projet, on s'emploiera en outre à mettre les groupes en contact avec les programmes de développement de techniques agricoles et de démonstration qui se déroulent dans les districts concernés.

21. **Les services assurés par la PKSF.** Le projet financera les services de renforcement des capacités et d'autres services assurés par la PKSF, à savoir l'information agricole (35 440 USD); la formation du personnel des OP (83 720 USD); et enfin la formation du personnel de la PKSF (211 740 USD).

- a) Par l'intermédiaire de la PKSF, le projet apportera aux paysans les informations dont ils ont besoin en matière agricole. Le projet financera la conception d'une stratégie de communication utilisant les compétences locales et les supports visuels de communication, et se servira du matériel dont dispose le service d'information agricole du Ministère de l'agriculture, dont la présentation sera revue pour le rendre plus accessible. Ce travail sera sous-traité, et les supports de communication produits seront diffusés par l'intermédiaire du DVA, des OP et des centres de documentation sur les circuits de commercialisation des produits agricoles mis en place dans le cadre du projet.
- b) La PKSF sera chargée de former l'ensemble des responsables de zone, des comptables et des organisateurs de groupe des OP participant à la mise en œuvre du projet. Cette formation comportera des séances de présentation du projet à l'intention d'environ 230 responsables de zone et de plus de 2 300 organisateurs de groupes; des séances annuelles de remise à niveau technique et de présentation du projet à l'intention d'environ 25 agronomes des OP; des séances de présentation du projet et de mise à niveau en comptabilité à l'intention de 260 comptables des OP; des séances de formation au crédit pour les 775 nouveaux organisateurs de groupes des OP; des séances sur le fonctionnement des entrepôts de stockage des récoltes à l'intention de 20 membres du personnel des OP qui participeront au dispositif expérimental de stockage des récoltes; des séances de formation de formateurs consacrées à la commercialisation et à la création d'entreprises, à l'intention de 25 membres du personnel des OP, et enfin la formation de formateurs sur les questions sociales, à l'intention de 100 membres du personnel des OP. Tous les comptables recevront une formation particulièrement poussée concernant la gestion financière et la préparation des états financiers, notamment les documents indispensables au suivi du projet. Le personnel des OP déjà en place participera au projet, mais l'augmentation du volume global des prêts signifie qu'il faudra recruter de nouveaux organisateurs de groupe. Ceux-ci bénéficieront d'un stage de formation à la gestion de l'épargne et du crédit d'une durée de trois jours. La PKSF se chargera elle-même de la formation à la présentation du projet, ainsi que de celle des comptables et des nouveaux organisateurs de groupe. La mise à niveau technique des agronomes des OP, la formation de formateurs et le fonctionnement des entrepôts de stockage des récoltes seront

probablement confiés à des organismes extérieurs publics ou privés, notamment des ONG à orientation technique disposant des compétences nécessaires.

- c) La PKSF organisera des séminaires de présentation du projet et des systèmes de suivi du projet à l'intention de 60 agents, principalement des chargés d'opérations. Vingt membres du personnel de la PKSF ou des OP de niveau intermédiaire ou supérieur suivront des cours de perfectionnement professionnel de courte durée sur des thèmes comme la finance, les assurances ou le crédit, organisés à l'échelon national. Ces formations seront assurées par une université renommée ou un organisme de formation professionnelle de niveau comparable. D'autres cours de courte durée analogues de niveau international seront organisés à l'intention de 20 hauts responsables de la PKSF et des OP. Par ailleurs, 12 d'entre eux effectueront des voyages d'étude à l'étranger afin de prendre connaissance d'exemples d'innovations et de bonnes pratiques dans le domaine du crédit agricole, de la microassurance et d'autres thèmes connexes.

22. **La commercialisation.** Afin de développer les liens avec les marchés indispensables à l'expansion de l'agriculture commerciale, le projet financera pendant trois ans: des séminaires consacrés aux liens avec les marchés, que le DVA organisera dans chaque *upazila*; une formation à la commercialisation et à la gestion d'entreprise; un programme pilote de mise en place des entrepôts de stockage des récoltes; et six centres de documentation sur les circuits de commercialisation des produits agricoles, pour une période de trois ans. Chaque centre couvrira 2 ou 3 districts, et sera doté d'un spécialiste du développement des entreprises qui jouera un rôle d'animateur à l'échelon local. Un coordonnateur de la commercialisation supervisera et dirigera les activités de ces centres depuis Dacca, tout en exerçant d'autres missions d'appui au marché, notamment la conduite d'une analyse participative de la chaîne de valeur destinée à identifier des créneaux spécifiques. Ces personnes prépareront l'avenir en prospectant pour trouver des créneaux, tant à Dacca qu'au sein des districts relevant du projet, et en faisant connaître leurs conclusions aux paysans par l'intermédiaire des OP. Elles répondront également aux sollicitations des paysans et des OP recherchant des conseils sur les questions de commercialisation. En outre, le prestataire de services formera à l'animation de séminaires sur les liens avec les marchés un agent du DVA venant de chaque *upazila*. Au travers de l'appui qu'ils apporteront à la création d'entreprises, du rôle qu'ils joueront pour faciliter l'établissement de liens avec les débouchés commerciaux et les fournisseurs d'intrants, et du soutien à la constitution de groupes de producteurs, ces centres joueront un rôle de «bons offices» entre les paysans et les marchés. La PKSF sous-traitera le volet relatif à la commercialisation (178 400 USD) à un prestataire suffisamment qualifié, qui sera chargé d'organiser un premier séminaire de présentation auquel assisteront le coordonnateur du volet de commercialisation qui sera recruté, six agents chargés du développement des entreprises, le coordonnateur technique de la PKSF, et les agronomes d'environ 22 OP.

Coordination et gestion du projet

23. La PKSF dirigera le projet, et elle sera responsable de la sélection des 20 à 30 OP appelées à y participer. Elle organisera la formation en vue de renforcer les capacités des OP participantes, et sera chargée de sous-traiter au DVA la formation des paysans dans le cadre d'un mémorandum d'accord. Le DVA nommera un agent chargé de coordonner les relations entre le DVA et le projet, tandis que la PKSF emploiera un coordonnateur technique pour assurer la direction de ces activités d'appui, ainsi qu'un formateur qui veillera à la qualité de la formation dispensée. Afin de permettre à la PKSF de coordonner le projet et d'assurer le suivi et la supervision des OP participantes dans de bonnes conditions, le projet financera un véhicule, ainsi que du mobilier et du matériel de bureau supplémentaires (89 100 USD). Des crédits seront également affectés à l'organisation de séminaires consacrés à la planification et la coordination du projet ainsi qu'au suivi de son déroulement, et dans le cadre desquels la PKSF, les OP et autres organismes pourront mettre en commun leurs expériences (4 700 USD). Outre le suivi au jour le jour assuré par le système d'information de gestion, le projet

financera la réalisation d'études ponctuelles et d'enquêtes périodiques auprès d'un échantillon de bénéficiaires, y compris des enquêtes rapides sur la nutrition, afin de recueillir des données relatives à l'impact du projet. La plupart des enquêtes seront confiées à des organismes extérieurs, mais l'unité de recherche et de formation de la PKSF pourra également intervenir. Afin de coordonner ce travail, la rémunération d'un agent chargé du suivi sera prise en charge sur les ressources du projet. Celui-ci permettra ainsi de poursuivre le renforcement du système d'information de gestion de la PKSF pour qu'il puisse couvrir les activités de prêts et les autres activités d'appui réalisées au titre du projet. Les coûts du projet incluent également le budget nécessaire pour permettre à la PKSF de s'assurer les services de consultants spécialisés, pour un total de six mois-personnes au cours de la durée de vie du projet, afin d'être épaulée pour tout aspect du projet pour lequel elle ne dispose pas des compétences nécessaires. Le coût total de la coordination et de la gestion du projet, y compris les salaires et indemnités du personnel et les frais de fonctionnement supplémentaires, est évalué à 694 700 USD.

D. Coûts et financement

24. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution, droits et taxes, est estimé à 29,74 millions de USD. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers représentent une majoration des coûts de base de 1,4% seulement, car elle ne s'applique pas aux fonds affectés au financement des prêts, qui représentent 85% des coûts de base. Les frais de change sont évalués à 0,44 million de USD, soit un peu moins de 1,5% du coût total du projet. Le coût d'investissement et les frais de fonctionnement représentent respectivement 93% (27,34 millions de USD) et 7% (1,99 million de USD) du coût de base total (29,34 millions de USD). Selon les prévisions, 210 000 ménages devraient bénéficier du projet, ce qui donne un coût par bénéficiaire d'environ 31 USD, compte tenu de la composition moyenne des ménages, soit 4,6 personnes. La proportion des coûts du projet qui ira directement aux bénéficiaires s'élève à 89%. Le projet sera financé par le FIDA (67%), la PKSF (27%) et les OP participantes (6%). Le gouvernement ne contribuera pas directement aux coûts du projet. Celui-ci sera financé au moyen d'un prêt du FIDA d'un montant de 20,06 millions de USD, dont 87% (17,50 millions de USD) seront rétrocédés aux OP sous forme de prêts. Le solde, soit 13%, sera affecté au renforcement des capacités, ainsi qu'à l'appui technique et la formation des paysans. La contribution de la PKSF au projet est évaluée à 7,95 millions de USD, et celle des OP à 1,73 million de USD.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Services de microfinance					
1. Fonds de crédit de la PKSf	25 000,0	-	25 000,0	-	85
2. Fonds de réserve en cas de catastrophe	379,7	-	379,7	-	1
3. Expérience pilote de stockage des récoltes	60,2	9,2	69,3	13	-
4. Frais de démarrage des OP	1 006,9	75,7	1 082,6	7	4
Sous-total	26 446,8	84,9	26 531,6	-	90
B. Renforcement des capacités et liens avec les marchés					
1. Vulgarisation agricole	918,1	-	918,1	-	3
2. Appui à la constitution des groupes	634,9	49,9	684,8	7	2
3. Services assurés par la PKSf	140,9	190,0	330,9	57	1
4. Commercialisation	157,0	21,5	178,4	12	1
Sous-total	1 850,8	261,4	2 112,2	12	7
C. Coordination et gestion du projet	644,1	50,6	694,7	7	2
Total des coûts de base	28 941,7	396,9	29 338,5	1	100
Provision pour aléas d'exécution	249,5	32,1	281,6	11	1
Provision pour aléas financiers	107,4	11,4	118,8	10	-
Total des coûts du projet	29 298,6	440,4	29 738,9	1	101

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		PKSF		ONG OP		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Service de microfinance											
1. Fonds de crédit de la PKSf	17 500,0	70,0	7 500,0	30,0	-	-	25 000,0	84,1	-	25 000,0	-
2. Fonds de réserve en cas de catastrophe	50,7	12,1	-	-	367,0	87,9	417,7	1,4	-	417,7	-
3. Expérience pilote de stockage des récoltes	62,2	80,0	-	-	15,5	20,0	77,7	0,3	10,3	66,1	1,3
4. Frais de démarrage des OP	81,3	7,1	-	-	1 065,2	92,9	1 146,5	3,9	81,3	1 051,5	13,7
Sous-total	17 694,2	66,4	7 500,0	28,2	1 447,8	5,4	26 641,9	89,6	91,6	26 535,3	15,0
B. Renforcement des capacités et liens avec les marchés											
1. Vulgarisation agricole	1 043,0	100,0	-	-	-	-	1 043,0	3,5	-	1 043,0	-
2. Appui à la constitution des groupes	463,2	62,0	-	-	283,5	38,0	746,7	2,5	54,0	685,2	7,5
3. Services assurés par la PKSf	376,0	100,0	-	-	-	-	376,0	1,3	217,8	158,2	-
4. Commercialisation	174,3	91,1	17,1	8,9	-	-	191,4	0,6	23,3	166,1	1,9
Sous-total	2 056,6	87,2	17,1	0,7	283,5	12,0	2 357,0	7,9	295,1	2 052,5	9,4
C. Coordination et gestion du projet	308,1	41,6	431,9	58,4	-	-	740,0	2,5	53,7	681,2	5,0
Total des décaissements	20 058,7	67,4	7 949,0	26,7	1 731,3	5,8	29 738,9	100,0	440,4	29 298,5	29,5

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

25. Les **marchés** d'acquisition de biens et services financés au moyen du prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA applicables à la passation des marchés. Étant donné le faible volume de biens à acquérir, le projet ne comporte aucun marché nécessitant un appel d'offres international. Les marchés d'une valeur inférieure à 20 000 USD (ou l'équivalent) seront passés à la suite de consultations locales de fournisseurs, et les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 20 000 USD (ou l'équivalent) seront passés dans le cadre d'appels d'offres nationaux ouverts à des fournisseurs internationaux. Les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 60 000 USD (ou l'équivalent) devront être soumis à l'examen préalable du FIDA. Les consultants seront recrutés sur la base de procédures ayant l'agrément du Fonds. La procédure de gré à gré sera utilisée pour les marchés d'une valeur unitaire inférieure à 5 000 USD, tandis que, dans le cas des activités de formation des bénéficiaires et autres activités de formation assurées par le personnel de la PKSF et des OP, des tarifs forfaitaires seront appliqués. Les OP passeront les marchés d'acquisition de matériel conformément à leurs propres procédures, qui ont l'agrément du FIDA, sous le contrôle de la PKSF.

26. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Afin de faciliter la trésorerie, un compte spécial libellé en dollars des États-Unis sera ouvert à la Bangladesh Bank et géré par la PKSF, comme le Ministère des finances l'y autorise. Le dépôt initial devrait être de 2,0 millions de USD. Le compte spécial sera reconstitué par le FIDA sur présentation de demandes de retrait accompagnées de pièces justificatives appropriées ou d'états de dépenses établis et certifiés par la PKSF, comme le Ministère des finances l'y autorise, et soumis à l'approbation du FIDA. La PKSF et les OP tiendront des états financiers et des comptes appropriés conformément aux systèmes de la PKSF. Ces comptes, tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés, refléteront l'avancement du projet et identifieront les ressources, les opérations et les dépenses. La PKSF regroupera les comptes du projet et soumettra au FIDA des états financiers pour chaque exercice, au plus tard trois mois après sa clôture. Pendant toute la durée du projet, la PKSF chargera un vérificateur des comptes extérieur indépendant (cabinet d'audit) ayant l'agrément du FIDA de vérifier les comptes du projet conformément aux normes internationales de vérification des comptes. Les comptes et états financiers vérifiés seront soumis au FIDA au plus tard six mois après la fin de l'exercice budgétaire du pays.

F. Organisation et gestion

27. Pour son organisation, le projet fera intervenir le Ministère des finances, la PKSF et les OP avec lesquelles elle est en relation. Il pourra également faire appel à des ONG prestataires de services importantes telles que le BRAC (appelé par le passé *Bangladesh Rural Advancement Committee*, *Comité pour le progrès rural du Bangladesh*, mais plus connu aujourd'hui par son acronyme), pour dispenser la formation et fournir un appui technique dans le cadre d'un contrat avec la PKSF; il pourra également s'assurer les services d'organismes publics, par exemple le DVA et les instituts de recherche agronomique, dans un cadre contractuel. La PKSF assumera la responsabilité globale de l'exécution du projet conformément aux dispositions d'un accord de don et de prêt subsidiaire conclu entre la PKSF et le Ministère des finances. La PKSF appliquera son système bien rôdé de collaboration avec ses OP (notamment s'agissant du suivi de leur performance) et leur transmettra les fonds conformément aux dispositions habituelles des accords de prêts et de dons conclus avec les OP. Celles-ci suivront leurs propres procédures pour ce qui est de la constitution des groupes, des réunions des groupes, de la formation au microcrédit, de la gestion des groupes, de la mobilisation de l'épargne, des conditions des prêts accordés aux bénéficiaires, des dispositions applicables au décaissement et au remboursement des prêts, des taux d'intérêt, etc. Afin de réduire la charge de travail administratif, au lieu de mettre en place une unité de gestion de projet indépendante, la PKSF intégrera les activités relevant du projet à sa structure de gestion, son directeur général assumant les fonctions de coordonnateur du projet.

G. Justification économique

28. Les principaux avantages quantifiables du projet seront l'augmentation de la production des exploitations agricoles et des autres entreprises rurales, ainsi que l'amélioration des moyens d'existence des ménages de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux. Parmi les autres avantages figureront l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et de la nutrition, le renforcement des moyens d'action des femmes, l'accès du groupe cible aux services financiers, et le renforcement de la capacité des OP à fournir des services techniques à l'appui de leurs opérations de microcrédit. Le nombre total de ménages qui bénéficieront directement du microcrédit et de l'appui technique fourni dans le cadre du projet est estimé à 210 000.

29. **Amélioration de la condition des femmes.** L'on estime que 90% des bénéficiaires seront des femmes. Le projet profitera directement aux femmes, qui auront plus facilement accès aux services financiers, aux savoirs et aux techniques, et qui seront formées aux compétences de direction et de gestion. L'expérience montre que la stratégie qui consiste à accorder des crédits aux ménages par l'entremise des femmes a un impact significatif pour leur situation, dans la mesure où cela accroît leur rôle dans la prise de décisions, leur permet d'acquérir des biens en leur propre nom, et s'accompagne d'un recul de la violence dont elles sont victimes. Une bonne gestion des crédits et le développement de l'agriculture et des autres activités génératrices de revenus se traduiront par une amélioration du statut sociopolitique des femmes.

30. **Analyse financière et économique.** Il n'a pas été réalisé d'analyse économique proprement dite, car il est impossible de prévoir avec certitude la répartition des prêts entre les activités agricoles et para-agricoles. Toutefois, comme il est d'usage pour les projets réalisés dans le domaine du microfinancement, il a été procédé à une analyse de la viabilité financière des investissements qui seront probablement financés. La modélisation de la production agricole et des activités génératrices de revenus démontre qu'il s'agit pour les ménages du groupe cible d'investissements attractifs et financièrement rentables. Pour les petits exploitants et les agriculteurs marginaux, la modélisation fait apparaître un accroissement des revenus pouvant atteindre 81%, selon la nature et l'ampleur de la nouvelle activité choisie. L'analyse des tâches montre que les ménages disposent d'une main-d'œuvre suffisante pour se lancer dans de telles entreprises, et que le rendement d'une journée de travail devrait être suffisamment intéressant. La viabilité financière des opérations de crédit réalisées par les OP dans le cadre du projet a également été analysée. La sixième année du projet, le montant total des dépenses correspond à 12% de l'encours du prêt, tandis que le retour sur investissement s'élève à 18%; les 6% restants peuvent être consacrés à la contribution à la réserve d'urgence, au renouvellement des équipements (motocyclettes, ordinateurs, etc.), et à la constitution de fonds propres appelés à se substituer progressivement au financement apporté par la PKSF.

H. Risques

31. Le projet ne recèle aucun risque technique majeur. Les activités dans lesquelles les emprunteurs sont susceptibles d'investir se pratiquent avec succès dans toutes les régions du Bangladesh, et les OP auront recours à des techniciens agricoles pour former et aider les emprunteurs qui souhaitent investir dans des entreprises agricoles. Deux risques ressortent: une éventuelle évolution de la politique du microfinancement, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt, et une offre excessive au sein d'un secteur des ONG de microcrédit en voie de saturation. S'agissant du premier point, à l'occasion du forum sur le développement qui s'est déroulé au Bangladesh en mai 2004, le gouvernement a réaffirmé qu'il n'avait pas l'intention de plafonner les taux d'intérêt. En ce qui concerne le second point, le projet a pour but d'élargir la clientèle du microfinancement. Il existe une importante demande de crédit non satisfaite chez les petits exploitants et les agriculteurs marginaux. Les 14 districts retenus dans le cadre de ce projet comptent au total près de 2 millions de petits exploitants et d'agriculteurs marginaux; en conséquence, puisque le projet se fixe un objectif légèrement supérieur à 210 000 membres, il n'atteindra que 9% de ce groupe cible.

I. Impact sur l'environnement

32. Conformément aux procédures en vigueur au FIDA, une analyse de la situation et de l'impact écologiques a été préparée lors de la formulation du projet, permettant de classer le projet dans la catégorie B, et de confirmer qu'aucun impact négatif significatif n'est à redouter.

J. Aspects novateurs

33. Le projet comporte, de par sa conception, certains aspects novateurs jamais encore expérimentés au Bangladesh. Il permettra de tester une nouvelle approche institutionnelle de la prestation de services financiers à l'intention des paysans pauvres du Bangladesh, avec la participation de la PKSF et non par l'intermédiaire des partenaires classiques que sont, par exemple, les banques agricoles ou commerciales. Par ailleurs, le projet fait une large place à l'apprentissage, puisqu'il est prévu que les OP de la PKSF adopteront des démarches différentes pour proposer des crédits aux paysans. Il pourra s'agir par exemple d'allonger le différé d'amortissement préalable au démarrage du remboursement; de ralentir le rythme de remboursement, qui deviendrait bimensuel, mensuel, ou même trimestriel au lieu d'hebdomadaire; de régler seulement les intérêts d'emprunt lors des premières échéances du prêt, le remboursement du principal ne venant s'y ajouter qu'en second lieu («prêt ballon»); et enfin de recourir à des prêts de campagne, pour lesquels le remboursement s'effectue en une seule fois au moment de la récolte. Quoiqu'il en soit, lorsqu'on innove en matière de dispositif de prêt, il est important de veiller à ce que les prêts soient rentables pour l'établissement prêteur, ce qui est un gage de durabilité. Au cours de l'exécution du projet, les OP auront à intervalles réguliers la possibilité d'échanger des informations relatives aux succès et aux échecs des différentes méthodes de mise en œuvre. À l'achèvement du projet, et grâce à cette expérimentation réalisée par les OP, la PKSF devrait avoir acquis une compréhension approfondie des modalités de gestion de services financiers à destination des populations paysannes.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

34. Un accord de prêt entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'Accord de prêt négocié est joint en annexe.

35. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

36. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (13 400 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} novembre 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 10 novembre 2004)

1. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh (le Gouvernement) fera en sorte que la PKSF (organe directeur du projet) mette à la disposition du projet des fonds provenant de ses ressources propres, d'un montant total équivalant à 7 950 000 USD conformément à l'accord subsidiaire de prêt et de don (ASPD). L'organe directeur du projet virera à chaque OP les fonds disponibles et autres ressources prévues dans les PTBA conformément à l'OAP (Accord d'organisations partenaires) pertinent en vue de l'exécution de la composante de projet pertinente conformément audit accord.
2. **Personnel clé du projet.** Le Gouvernement prendra les dispositions voulues pour que le directeur général de la PKSF soit nommé coordonnateur du projet et soit maintenu dans cette fonction jusqu'à la date d'achèvement du projet, et que l'organe directeur du projet nomme et conserve dans son personnel un coordonnateur technique, un chargé de la formation et un chargé du suivi affectés au projet pendant toute la période d'exécution de ce dernier.
3. **Suivi.** Au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur du prêt, l'organe directeur du projet élargira son système d'information de gestion (SIG) existant pour y inclure les activités de formation et d'appui technique, et veillera à ce que chaque OP, comme condition de sa participation au projet, insère dans son SIG les activités de formation et d'appui technique, d'une manière jugée satisfaisante par le FIDA. Le SIG de l'organe directeur du projet et de chaque OP assurera également le suivi des résultats et de l'impact d'une façon jugée acceptable par le FIDA, dans le but de recueillir des informations sur les entreprises agricoles et sur l'impact du projet, y compris des enquêtes rapides sur la nutrition.
4. **Assurance.** L'organe directeur du projet assurera le personnel du projet en l'inscrivant au régime d'assurance applicable à son propre personnel et assurera pour des montants suffisants les véhicules et équipements financés par les ressources provenant du prêt pendant toute la période de mise en œuvre du projet.
5. **Égalité entre les sexes.** Le Gouvernement veillera à ce que les problèmes d'équité entre les sexes soient dûment pris en considération dans la mise en œuvre et la gestion du projet, concernant les bénéficiaires du projet, le recrutement du personnel du projet par l'organe directeur du projet, les OP, etc.
6. **Agronomes des organisations partenaires.** L'organe directeur du projet veillera à ce que chaque OP recrute en temps utile un agronome.
7. **Cadre juridique.** Le Gouvernement continuera à appuyer le développement et l'entrée en vigueur d'un cadre juridique favorable pour les institutions de microfinancement dans la zone du projet.
8. **Événements additionnels justifiant une suspension.** Les événements suivants sont spécifiés comme événements additionnels justifiant la suspension du droit du Gouvernement d'effectuer des retraits de fonds sur le compte de prêt.

- a) Le FIDA peut suspendre ce droit dans le cas où:
 - i) l'ASPD, ou l'une quelconque de ses dispositions a été annulée, suspendue, résiliée, amendée ou modifiée de toute autre façon sans le consentement préalable du FIDA, et où le FIDA a établi que cette annulation, suspension, résiliation, amendement ou autre modification a eu ou pourrait avoir un effet dommageable important sur le projet; ou
 - ii) une autorité compétente a pris des dispositions pour la dissolution de l'organe directeur du projet ou pour la suspension de ses activités, ou une action ou une procédure a été entamée pour la répartition d'actifs de l'organe directeur du projet entre ses créanciers.
- b) Le FIDA suspendra, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement à solliciter des retraits du compte de prêt si le rapport d'audit prévu à la section 5.02 n'a pas été établi de manière satisfaisante dans le délai de 12 mois après la clôture de l'exercice comptable visé.

9. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt:

- a) l'organe directeur du projet a désigné son directeur général comme coordonnateur du projet, et nommé un coordonnateur technique, un formateur et un agent chargé du suivi qui consacreront leur travail exclusivement au projet;
- b) l'organe directeur du projet par l'intermédiaire de la direction financière du Ministère des finances a soumis par écrit à la banque centrale de l'État une demande en bonne et due forme d'ouverture du compte spécial du projet, qui sera administré par l'organe directeur du projet;
- c) le Gouvernement a accordé à l'organe directeur du projet les pouvoirs ou la délégation de pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'effectuer toutes opérations, notamment sur le compte spécial;
- d) l'organe directeur du projet a dûment ouvert le compte du projet;
- e) l'Accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- f) l'ASPD, acceptable tant dans la forme que sur le fond par le FIDA, a été dûment signé par le Gouvernement et par l'organe directeur du projet; la signature et l'exécution dudit ASPD par le Gouvernement et par l'organe directeur du projet ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes; et un exemplaire de l'ASPD signé et certifié conforme par un fonctionnaire compétent du Gouvernement, a été remis au FIDA;
- g) un avis juridique favorable, acceptable tant dans la forme que sur le fond par le FIDA, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

BANGLADESH

Land area (km² thousand), 2002 1/	130	GNI per capita (USD), 2002 1/	380
Total population (million), 2002 1/	135.7	GDP per capita growth (annual %), 2002 1/	2.6
Population density (people per km²), 2002 1/	1 042	Inflation, consumer prices (annual %), 2002 1/	3
Local currency	Taka (BDT)	Exchange rate: USD 1 =	BDT 59.25
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1996-2002 1/	1.7	GDP (USD million), 2002 1/	47 563
Crude birth rate (per thousand people), 2002 1/	28	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	3.8
Crude death rate (per thousand people), 2002 1/	8	1992-2002	5.0
Infant mortality rate (per thousand live births), 2002 1/	48	Sectoral distribution of GDP, 2002 1/	
Life expectancy at birth (years), 2002 1/	62	% agriculture	23
Number of rural poor (million) (approximate)	n/a	% industry	26
Poor as % of total rural population	n/a	% manufacturing	16
Total labour force (million), 2002 1/	72.4	% services	51
Female labour force as % of total, 2002 1/	43	Consumption, 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	5
School enrolment, primary (% gross), 2002 1/	98 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	77
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2002 1/	59	Gross domestic savings (as % of GDP)	18
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports, 2002 1/	6 093
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2002 3/	45 a/	Merchandise imports, 2002 1/	7 914
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2002 3/	48 a/	Balance of merchandise trade	-1 821
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP), 2002 1/	4 a/	before official transfers, 2002 1/	-2 506
Physicians (per thousand people)	n/a/	after official transfers, 2002 1/	742
Population using improved water sources (%), 2000 3/	97	Foreign direct investment, net 2002 1/	46
Population with access to essential drugs (%), 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%), 2000 3/	48	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP), 2002 1/	-3 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP), 2002 1/	13 a/
Food imports (% of merchandise imports), 2002 1/	16 a/	Total external debt (USD million), 2002 1/	17 037
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 2002 1/	1 676 a/	Present value of debt (as % of GNI), 2002 1/	22
Food production index (1989-91=100), 2002 1/	140	Total debt service (% of exports of goods and services), 2002 1/	7
Cereal yield (kg per ha), 2002 1/	3 324	Lending interest rate (%), 2002 1/	16
Land Use		Deposit interest rate (%), 2002 1/	8
Arable land as % of land area, 2002 1/	62 a/		
Forest area as % of total land area, 2002 1/	10 a/		
Irrigated land as % of cropland, 2002 1/	52 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2004.

2/ United Nations Development Programme (UNDP), *Human Development Report*, 2000.

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004.

PREVIOUS IFAD FINANCING TO BANGLADESH

Project/Programme Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Pabna Irrigation and Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	11 Dec 78	28 May 79	31 Dec 92	L - I - 9 - BAN	USD	30 000 000	100%
Fertilizer Sector Programme	IFAD	World Bank: IDA	HC	19 Dec 79	12 Feb 80	30 Jun 85	L - I - 31 - BA	SDR	19 450 000	92%
Small Farmer Agricultural Credit Project	IFAD	AsDB	HC	16 Sep 80	13 Jan 81	31 Dec 85	L - I - 41 - BA	SDR	17 200 000	100%
Southwest Rural Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	08 Sep 81	18 May 82	31 Dec 90	L - I - 73 - BA	SDR	20 450 000	62%
North-West Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	09 Dec 82	12 Oct 83	31 Dec 91	L - I - 110 - BA	SDR	13 700 000	22%
Small-scale Flood Control, Drainage and Irrigation Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	27 Jun 84	30 Jun 93	L - I - 137 - BA	SDR	10 4000 000	61%
Grameen Bank Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Dec 84	24 Sep 85	31 Dec 90	L - I - 161 - BA	SDR	23 600 000	100%
Marginal and Small Farm Systems Crop Intensification Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 86	28 Aug 87	30 Jun 96	L - I - 194 - BA	SDR	8 950 000	53%
Oxbow Lakes Small-Scale Fishermen Project	IFAD	UNOPS	HC	01 Dec 88	20 Oct 89	31 Dec 97	L - I - 237 - BA	SDR	5 600 000	60%
Grameen Bank Phase III Project	IFAD	UNOPS	HC	25 Apr 89	08 Mar 90	30 Jun 95	L - I - 239 - BA	SDR	6 200 000	100%
Smallholder Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	14 Dec 91	31 Dec 99	L - I - 280 - BA	SDR	7 650 000	79%
Special Assistance Project for Cyclone Affected Rural Households	IFAD	UNOPS	HC	04 Sep 91	24 Jan 92	31 Dec 99	L - I - 287 - BA	SDR	11 550 000	99%
Netrakona Integrated Agricultural Production and Water Management Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 93	08 Jul 94	30 Jun 01	L - I - 343 - BD	SDR	6 400 000	98%
Employment-Generation Project for the Rural Poor	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	24 Oct 95	30 Jun 02	L - I - 378 - BD	SDR	9 950 000	99%
Small-Scale Water Resources Development Sector Project	AsDB	AsDB	HC	06 Dec 95	10 Jun 96	31 Dec 02	L - I - 391 - BD	SDR	7 000 000	95%
Agricultural Diversification and Intensification Project	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 97	04 Dec 97	31 Dec 04	L - I - 443 - BD	SDR	13 650 000	88%
Third Rural Infrastructure Development Project	AsDB	AsDB	HC	04 Dec 97	01 Jul 98	30 Jun 05	L - I - 457 - BD	SDR	8 500 000	80%
Aquaculture Development Project	IFAD	UNOPS	HC	23 Apr 98	08 Dec 98	31 Dec 05	L - I - 472 - BD	SDR	15 000 000	60%
Smallholder Agricultural Improvement Project	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 99	17 Mar 00	30 Sep 06	L - I - 505 - BD	SDR	13 650 000	65%
Sunamganj Community-Based Resource Management Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Sep 01	14 Jan 03	30 Sep 14	L - I - 567 - BD	SDR	17 550 000	6%
Microfinance and Technical Support Project	IFAD	UNOPS	HC	10 Apr 03	20 Oct 03	30 Jun 11	L - I - 609 - BD	SDR	11 900 000	9%

AsDB: Asian Development Bank
 IDA: International Development Association
 UNOPS: United Nations Office for Project Services
 HC: Highly concessional

LOGICAL FRAMEWORK

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators and Targets	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions and Risks
Goal			
Improved livelihoods for 210 000 poor, small and marginal farmer households	<ul style="list-style-type: none"> • *Increase in the number of assets (land, livestock, goods, housing) owned by households (hhs) with data disaggregated by gender of member and hh head • *% of male and female children < 5 years malnourished and wasted compared to the level at project start-up, with data disaggregated by gender of member and hh head • No. of hhs with improved food security (months per year), with data disaggregated by gender of member and hh head • No. of hhs with improved water and sanitation disaggregated by gender of member and hh head • No. of hhs with women owning land and livestock and with increased mobility Target 210 000 hhs	Baseline beneficiary profiles and project impact surveys (mid-term and completion) Anthropomorphic surveys (baseline mid-term and completion) Baseline beneficiary profiles and project impact surveys (mid-term and completion)	Overall economic and social situation remains stable Real price of rice does not increase sharply
Purpose of components			
1. Microfinance services Viable microfinance institutions have provided opportunities to 210 000 small and marginal farmer hhs to invest in on- and off-farm enterprises	<ul style="list-style-type: none"> • Delinquency as % loan outstanding • % of operational self-sufficiency • % of operating cost/loan portfolio • % of outstanding loans/agents (staff productivity) • No. of enterprises established/expanded • No. of jobs generated by on- and off-farm enterprises • Diversification of income: number of income sources Target – all project POs with viable operations; loan recovery >98% of amount due	PKSf financial monitoring data Group monitoring Baseline beneficiary profiles and project impact surveys (mid-term and completion)	Government remains supportive of NGO-MFI credit system
2. Capacity building and market linkages Increased agricultural production from access to information, adoption of new technologies and linkages to markets	<ul style="list-style-type: none"> • Ha of incremental crops grown (cereals, forage, fruit, legumes, vegetables, roots and tubers) • No. of farmers reporting production/yield increases • No. of farmers adopting technology recommended by project by gender • Increase in cropping intensity, land leasing, crop diversification, sales of crops, ownership of farm equipment • Livestock production increase: livestock numbers, sales of livestock products • No. of farmers using farm-to-market centres or reporting increase in access to markets Target: yields of crops increase by 10%; area of crops increases by 10%	Baseline beneficiary profiles and project impact surveys (midterm and completion) Knowledge, Attitude, Practice (KAP) surveys Market Centre reports	Small scale crop, livestock, fishery and other enterprises remain profitable relative to other opportunities Appropriate technologies and market opportunities exist
3. Project management and coordination PKSf modalities developed and mainstreamed for lending to farmers and related agro-enterprises	<ul style="list-style-type: none"> • PKSf and its POs efficiently implement the project 	Project reports	PKSf remains supportive of concept of lending to farmers

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators and Targets	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions and Risks
Output and activities by component			
Output 1. Microfinance services Microfinance services for small and marginal farmers established and being accessed by 210 000 hhs (approx. 11 500 groups)	<ul style="list-style-type: none"> • Total hhs receiving project-financed services, with data disaggregated by gender • No. of members making regular savings; average savings/member (by gender) • Value of savings mobilized (by gender) • No. of members with current loans; average loan size (by gender) • Value of gross loan portfolio (loans outstanding – loans written off) (by gender) • New lending modalities and disaster funds pilot tested and mainstreamed Targets: groups have @210 000 members (80% women); 210 000 members saving, 178 000 with loans	PKSF financial monitoring data Project reports	POs able to fund start-up costs largely from own resources
Activities	KEY INPUTS	COST	
Microfinance programmes for approximately 11 500 groups	<ul style="list-style-type: none"> • Loan funds for onlending by 20-25 PKSF POs • Project support for POs (equipment) • Disaster reserve fund established by POs • Pilot scheme for crop storage lending with 10 godowns 	USD 26.6 million	
Output 2. Capacity building and market linkages (a) The capacity of men and women farmers developed for linkages to markets and technical support (b) PO capacity developed for sustainable lending to farmers (c) PKSF capacity extended to cover management and monitoring of lending to farmers	<ul style="list-style-type: none"> • No of people accessing project facilitated technical advisory services (groups meeting DAE staff at least once per month) • Farm-to-market centres and market linkage workshops provide farmers with market information • No. of farmers trained and % of training rated as effective • No. of on-farm demonstrations held on farmers' land and % rated as effective • No. of PO offices and staff involved in lending programme • POs establish and fund disaster reserve funds • No. of POs with agriculturalists • PO and PKSF staff know key facts involved in agricultural lending Targets: all groups link with DAE, inputs and markets; 840 000 places provided for technical training; 42 000 for business management; 11 500 demonstrations	Group monitoring data Market centre reporting PKSF and project monitoring data KAP surveys Project monitoring data	Project mechanisms to develop linkages and provide technical support to farmers are effective POs able to cover all support costs from interest income. PKSF able to manage farm lending alongside other activities
Activities	KEY INPUTS	Cost	
(a) Agricultural extension support: training, demonstrations, workshops	<ul style="list-style-type: none"> • Training from DAE for all group members three times • Demonstrations • Start-up workshops in all districts and twice-yearly meetings to plan activities • Linkage between all groups and block supervisors (BSs) • DAE provide technical training for DAE officers and BSs, PO agriculturalist and group organizers 	USD 1.04 million	
(b) Group development support: PO technical staff, group member training and technology linkages	<ul style="list-style-type: none"> • POs recruit agricultural specialists (project support for part of salary cost for three years, plus motorcycle and computer) • POs provide skill training, social training, business development training, field days • Funding for linkages between POs and technology suppliers 	USD 0.75 million	
(c) PKSF services: agricultural information; training of PO and PKSF staff; study tours	<ul style="list-style-type: none"> • Develop agricultural information • Project orientation training for PO directors, area managers, and field staff • Orientation and technical update for PO agriculturalists 	USD 0.38 million	

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators and Targets	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions and Risks
	<ul style="list-style-type: none"> • Training for PO accountants and new group organizers • ToT training for PO staff on business development and social issues • Project orientation and monitoring training for PKSf staff • National-level professional training for senior PKSf and PO staff • International training and study tours for senior PKSf and PO staff 		
(d) Marketing services: farm-to-market resource centres, DAE and PO staff training	<ul style="list-style-type: none"> • Establish six farm-to-market resource centres to develop market linkages and support producer organizations • Train DAE staff to facilitate market linkage workshops • Project orientation training for market centre staff, PKSf and PO staff 	USD 0.19 million	
<p>Output 3. Project management and coordination</p> <p>Project activities managed and coordinated by PKSf through their mainstream programme staff in a gender-sensitive way, in compliance with the loan agreement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • % of disbursement of the IFAD loan • Coordination of project activities effective • Regular monitoring of programme activities undertaken, with data disaggregated by gender • PKSf mainstreams project activities into its existing management structure 	Project reports	PKSf able to recruit key staff
<i>Activities</i>	<i>KEY INPUTS</i>	<i>Base costs</i>	
<ul style="list-style-type: none"> – Prepare annual work programmes and budgets (AWP/Bs), progress reports and withdrawal applications – Operate special and project accounts – Procure vehicles and equipment – Manage the implementation of project components – Recruit service providers as necessary – Upgrade monitoring and evaluation (M&E) processes to cover project needs – Monitor project activities – Arrange for external audits, evaluations, workshops and special studies, when required – Undertake coordination of project activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Technical coordinator and training and monitoring officers appointed • Vehicles, computers and office equipment • Office and vehicle operating costs • Provision to hire service providers/consultants for ad hoc support • PKSf MIS system expanded to cover project activities • Impact evaluation surveys and studies • Project start-up and review workshops 	USD 0.74 million	

Notes:

1. Indicators in bold are the IFAD Results and Impact Management System (RIMS) indicators and those with * are the RIMS anchor indicators. The methodology for calculation of the anchor indicator for asset ownership has not yet been finalized.
2. Component 2 has four sub-components (a, b, c and d), each with own outputs and activities.
3. Further physical targets can be set at the goal and purpose levels, with baseline information collected from group members after groups have been formed.

COST AND FINANCING

**Expenditure Accounts by Components
Totals Including Contingencies
(USD '000)**

	Microfinance Services			Capacity Building and Market Linkages						Total
	PKSF Credit Fund	Disaster Reserve Fund	Crop Storage Pilot	PO Start-Up	Agricultural Extension Services	Group Development	PKSF Services	Marketing Services	Project Coordination	
I. Investment Costs										
A. Civil Works	-	-	47.4	-	-	-	-	-	-	47.4
B. Equipment										
Office Equipment & Furniture	-	-	-	28.1	-	28.1	-	9.3	38.0	103.5
Storage Equipment	-	-	27.8	-	-	-	-	-	-	27.8
Subtotal Equipment	-	-	27.8	28.1	-	28.1	-	9.3	38.0	131.3
C. Vehicles										
4WD	-	-	-	-	-	-	-	-	51.0	51.0
Motorcycles	-	-	-	67.0	-	33.5	-	8.0	-	108.5
Subtotal Vehicles	-	-	-	67.0	-	33.5	-	8.0	51.0	159.5
D. Technical Assistance (TA), Training, Contracted Services & Studies										
Beneficiary Training	-	-	-	-	858.2	328.9	-	3.9	-	1 191.0
Staff Training	-	-	-	-	83.1	-	335.9	3.9	-	422.9
Workshops & Meetings	-	-	-	-	101.6	-	-	15.7	4.7	122.0
National TA	-	-	-	-	-	-	-	-	7.7	7.7
Contractual Services & Studies	-	-	-	-	-	5.5	40.1	-	89.7	135.3
Subtotal TA, Training, Contracted Services & Studies	-	-	-	-	1 043.0	334.4	376.0	23.5	102.0	1 878.9
E. Credit Fund	25 000.0	-	-	-	-	-	-	-	-	25 000.0
F. Disaster Fund	-	417.7	-	-	-	-	-	-	-	417.7
Total Investment Costs	25 000.0	417.7	75.2	95.0	1 043.0	396.0	376.0	40.9	191.1	27 634.8
II. Recurrent Costs										
A. Staff Salaries & Allowances	-	-	-	-	-	350.7	-	74.9	461.0	886.6
B. Rent, Building & Equipment O&M	-	-	2.5	-	-	-	-	34.3	71.2	107.9
C. Vehicle O&M	-	-	-	-	-	-	-	41.4	16.7	58.1
D. PO Initial Overhead	-	-	-	1 051.5	-	-	-	-	-	1 051.5
Total Recurrent Costs	-	-	2.5	1 051.5	-	350.7	-	150.5	548.9	2 104.2
TOTAL PROJECT COSTS	25 000.0	417.7	77.7	1 146.5	1 043.0	746.7	376.0	191.4	740.0	29 738.9
Taxes	-	-	1.3	13.7	-	7.5	-	1.9	5.0	29.5

**Disbursement Accounts by Financiers
(USD '000)**

	IFAD		PKSF		Partner Organizations		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
A. Crop Storage Pilot											
Civil Works	37.9	80.0	-	-	9.5	20.0	47.4	0.2	-	47.4	-
Storage Equipment	22.2	80.0	-	-	5.6	20.0	27.8	0.1	10.3	16.2	1.3
Godown Rent & Operating Expences	2.0	80.0	-	-	0.5	20.0	2.5	-	-	2.5	-
Subtotal Crop Storage Pilot	62.2	80.0	-	-	15.5	20.0	77.7	0.3	10.3	66.1	1.3
B. Equipment & Vehicles											
4WD Vehicle	47.8	93.7	3.2	6.3	-	-	51.0	0.2	25.5	22.3	3.2
Motorcycles	88.5	81.6	1.5	1.4	18.5	17.0	108.5	0.4	88.5	-	20.0
Office Equipment & Furniture	98.5	95.2	2.3	2.2	2.7	2.6	103.5	0.3	79.7	18.8	5.0
Subtotal Equipment & Vehicles	234.8	89.3	7.0	2.6	21.2	8.1	262.9	0.9	193.7	41.1	28.1
C. TA, Training, Studies & Contractual Services	1 878.9	100.0	-	-	-	-	1 878.9	6.3	217.8	1 661.2	-
D. Credit	17 500.0	70.0	7 500.0	30.0	-	-	25 000.0	84.1	-	25 000.0	-
E. Disaster Fund	50.7	12.1	-	-	367.0	87.9	417.7	1.4	-	417.7	-
F. Salaries & Allowances											
PCU & Marketing Services	183.5	100.0	-	-	-	-	183.5	0.6	-	183.5	-
PCU Selected Staff	-	-	352.3	100.0	-	-	352.3	1.2	-	352.3	-
PO Agriculturalists	74.8	21.3	-	-	276.0	78.7	350.7	1.2	-	350.7	-
Subtotal Salaries & Allowances	258.3	29.1	352.3	39.7	276.0	31.1	886.6	3.0	-	886.6	-
G. Incremental Operating Expences											
Rent, O&M, & Operating Expences	73.9	80.0	18.5	20.0	-	-	92.3	0.3	18.7	73.7	-
PCU Office Operating Expences	-	-	71.2	100.0	-	-	71.2	0.2	-	71.2	-
PO Initial Overhead	-	-	-	-	1 051.5	100.0	1 051.5	3.5	-	1 051.5	-
Subtotal Incremental Operating Expences	73.9	6.1	89.7	7.4	1 051.5	86.5	1 215.1	4.1	18.7	1 196.4	-
Total Project Costs	20 058.7	67.4	7 949.0	26.7	1 731.3	5.8	29 738.9	100.0	440.4	29 269.1	29.5

IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES**Responsibilities of PKSf**

1. PKSf will have overall responsibility for project implementation under the terms and conditions of a subsidiary loan and grant agreement (SLGA). The responsibilities of PKSf are to: (i) select interested and capable NGOs as POs to provide microfinance services and technical support to beneficiaries in the project area; (ii) disburse loans to POs for onlending to the beneficiaries; (iii) disburse grants to POs to cover training and other technical support costs; (iv) disburse low-interest loans to POs for the pilot crop storage lending sub-component; (v) reach agreement with DAE to provide technical support to group members and training for DAE and PO staff; (v) procure equipment and vehicles for PKSf and hire short-term national consultants as needed; (vi) develop the existing MIS to include project lending and training activities; (vii) monitor the performance of POs and the impact of the project; and (vii) liaise with IFAD.

2. PKSf will also: (i) operate the special account, under the authorization of the MOF, and the project account; (ii) provide training to the staff of the POs in respect of microfinance and the technical support, and ensure the quality of the training provided by the POs and DAE to the beneficiaries; and (iii) select staff to attend short-term overseas courses.

3. In addition, PKSf will have responsibilities for planning, budgeting, reporting and the preparation and submission of withdrawal applications, and will: (i) prepare an AWP/B based on expected disbursements by the participating area offices of the selected POs during the following year, for review and comment by IFAD and the cooperating institution (UNOPS) by 15 May of each year; (ii) prepare and submit half-yearly and annual progress reports in English, in a format acceptable to IFAD and UNOPS no later than 15 February and 15 August of each year; (iii) prepare annual financial statements for all project expenditures in the province for submission to IFAD and UNOPS by 30 September of each year; (iv) continue the appointment of an independent external auditor acceptable to IFAD and arrange for the completion of the audit by 31 December each year; and (v) consolidate and submit regularly withdrawal applications for all project-financed activities for onward transmission to the MOF and IFAD for reimbursement or replenishment of the special account.

Responsibilities of POs and Service Providers

4. POs will be responsible for providing microfinance services to the target group in the project area. In this respect, the POs will: (i) select the location for participating area offices and identify target group households following the project's targeting procedures under the overall guidance of PKSf; (ii) recruit at least one agriculturalist; (iii) form microcredit groups from among the members of target group households, with women accounting for the vast majority of the members; (iv) provide microfinance services to group members in accordance with their own procedures; (v) provide technical, management and social training to members of credit groups; (vi) repay loans to PKSf in accordance with the loan agreements; and (vii) provide PKSf with regular reports of project lending and provision of technical training and support as required by PKSf and following the prescribed formats and timetable. Service providers may include DAE, other public-sector agencies, NGOs and private-sector institutions. Their responsibilities will be to provide training and technical services in support of the project and to report on these activities to PKSf.

Project Start-Up

5. In cooperation with the Government, IFAD and PKSf will organize a project start-up workshop in Dhaka after the signing of the loan agreement. The purpose of the workshop will be to explain the procedures related to project implementation, including budgeting, accounting, reporting, loan

APPENDIX V

disbursement and procurement. PKSf and PO staff assigned to the project will participate in this workshop.

Loan and Grant Agreements

6. PKSf will implement the project in accordance with the terms and conditions of an SLGA between the Government of Bangladesh, represented by the Finance Division of MOF, and PKSf. This arrangement follows the procedures adopted for IFAD's Microfinance and Technical Support Project. PKSf will channel funds to the POs in accordance with the standard terms and conditions of agreements between PKSf and POs

NGO Selection

7. PKSf will use their existing criteria, plus appropriate additional criteria, for the selection of POs. These will include, inter alia, the following.

The **organization** should have: (i) a legal basis (i.e. if it is a non-government and voluntary organization, it should be registered with the appropriate registration authority and have a constitution duly approved by that authority); and (ii) a general body and an executive committee approved by the relevant registration authority. In case of government, semi-government and local bodies the organization must have followed procedures laid down in law. The organization should have mandates to operate credit programmes for self-employment and income-generation activities of the landless and assetless with an admissible service charge; and borrow money from government, semi-government, private and any other organizations.

8. The **organizers** or founders should be socially reputable, respected, and honest with the intention of serving the poor; acceptable to the staff, group members and to the community in general; and have the capability and vision to develop a strategic plan for the organization.

9. **Management.** The organization should have an organigramme and an adequate number of full-time staff to ensure proper implementation of microcredit programmes. In addition the chief executive should work full-time for the organization, possess the mentality to work on a long-term basis and for local organizations, and live in the working area; have good and dynamic leadership qualities, demonstrate good management capability and be able to formulate strategic plans for the organization; and have a good reputation and be acceptable to the staff, group members and to the community in general.

10. **Human resources.** The organization should have trained and skilled manpower to administer the organized group and to maintain a sound accounting system. Staff should be honest, dedicated and possess missionary zeal.

11. The **area of operations** of the organization should be well suited for microcredit operations, with a good communications network, banking facilities and easy access to markets so that the borrowers can use their loans profitably; and give preference to poverty-stricken and rural areas. In addition, there should be potential for expanding the programme by avoiding duplication with the activities of other organizations in the same area.

12. **Field activities.** Members of the beneficiary groups will be those who reside in rural areas and meet project targeting criteria. Members of a group must be like-minded people who are careful about group discipline, regularly attend group meetings and make regular saving deposits. The organization should have at least 400 organized members, an outstanding operating loan of BDT 0.2 million at the field level, and experience of at least six months' successful microcredit operations. The number of organized members should be consistent with the working/operating capital of the organization.

APPENDIX V

Groups should be organized within a 10-km radius of the project office. In the case of a local organization, the head office should be situated in the working/operational area. The organization must maintain a minimum loan recovery rate of 98% on a continuous basis. For a programme operating for more than three years, a minimum loan recovery rate of 95% must be maintained on a continuous basis. Care should be taken to avoid overlapping with the activities of other organizations in the same area.

13. **Past performance.** The organization should have: (i) demonstrated experience in ensuring the proper use of loan money by maintaining a high rate of recovery on a continuous basis; (ii) evidence of successful implementation of all the programmes undertaken by the organization; and (iii) properly organized members and groups for the successful operation of a microcredit programme.

14. **MIS.** There should be a system for collecting information from members, groups and office levels in the interests of proper management and monitoring of the microcredit operation. Adequate information should be available regarding microcredit operations.

15. **Accounting system.** The organization should: (i) maintain a sound, systematic, correct, detailed and transparent accounting system; and (ii) have no record of misappropriation or illegal withdrawals of funds. Group members' savings accounts must be complete, transparent and correct. All the accounts should be duly audited by the proper authority and the reports readily available and must be correct and updated.

16. **Additional project requirements.** NGOs involved in implementing the project will be recruited from existing POs and will have an interest in developing and sustaining a lending programme for marginal and small farmers; a willingness to provide technical support and training for group members; good links to local and national-level government agencies and NGO service providers in agriculture and other relevant subjects; and a capability to report on project activities and collect required baseline and impact data.

Monitoring and Evaluation

17. Monitoring and evaluation will be a crucial part of project implementation and will involve regular beneficiary impact assessments. PKSF will be responsible for all M&E activities, with the POs providing regular reports in accordance with PKSF procedures. The proposed system consists of two elements:

- extension of PKSF's current progress monitoring system to cover training and technical support activities; and
- results and impact monitoring (in line with IFAD's Results and Impact Monitoring System) to gather more information on agricultural enterprises and project impact, including rapid nutrition surveys.

18. **Progress monitoring.** The PKSF monitoring system is at the centre of PKSF's routine operations. It is implemented as follows:

- **Monthly off-site monitoring:** every month, the PO sends a standard reporting form to PKSF with information on borrowers, savings, loan disbursements and recoveries. POs regularly send lists of their borrowers to PKSF and submit information on their financial performance.
- **Field visits by PKSF desk officers** are the backbone of the monitoring system. As a general rule, each PO is visited every three months and each visit lasts four days. During the visits the monthly information submitted by POs is verified, down to the branch and

APPENDIX V

individual borrower levels. PKSf officers make suggestions to improve PO management and the visit is part of the effort to institutionally develop the PO.

- **Annual audit by internal audit team:** PKSf conducts an audit of all POs, usually annually, before sanctioning a major expansion of their loans. The audit reports are submitted directly to the managing director, PKSf.
- **Audit by an audit firm:** part of the annual financial audit of PKSf, an external audit firm is engaged to verify the financial position of all POs.

19. Information is recorded on a comprehensive, computerized MIS and provides data on outputs and activities for comparison with indicators in the logframe. The MIS not only includes data collected by PKSf, but is being extended to the PO level so that it can be used for management data. PKSf aims to visit sufficient PO branches, groups and individual borrowers to collect enough data to be 95% certain that the information collected accurately represents the overall position of the PO. The monitoring officer attached to the project will be responsible for collating and analysing the data relevant to this project.

20. **Group monitoring:** PKSf desk officers will gather data during routine visits to groups to verify MIS data, choosing indicators that will be quick to collect during group meetings. These indicators will provide information on the number of different types of enterprises established and access to technical services by groups.

21. **Activity reports and training evaluations:** Organizations undertaking training (POs and DAE) will report on training carried out each month. The effectiveness of training and demonstrations will be monitored via KAP surveys covering a sample of participating group members and project staff. The service provider contracted to implement the marketing services sub-component will also report on its activities and results in terms of use of marketing services by group members. Ad hoc surveys and case studies also will be carried out, particularly to maximize lesson-learning from innovations in lending. These surveys will be either contracted out to outside agencies or undertaken by PKSf's research and training wing.

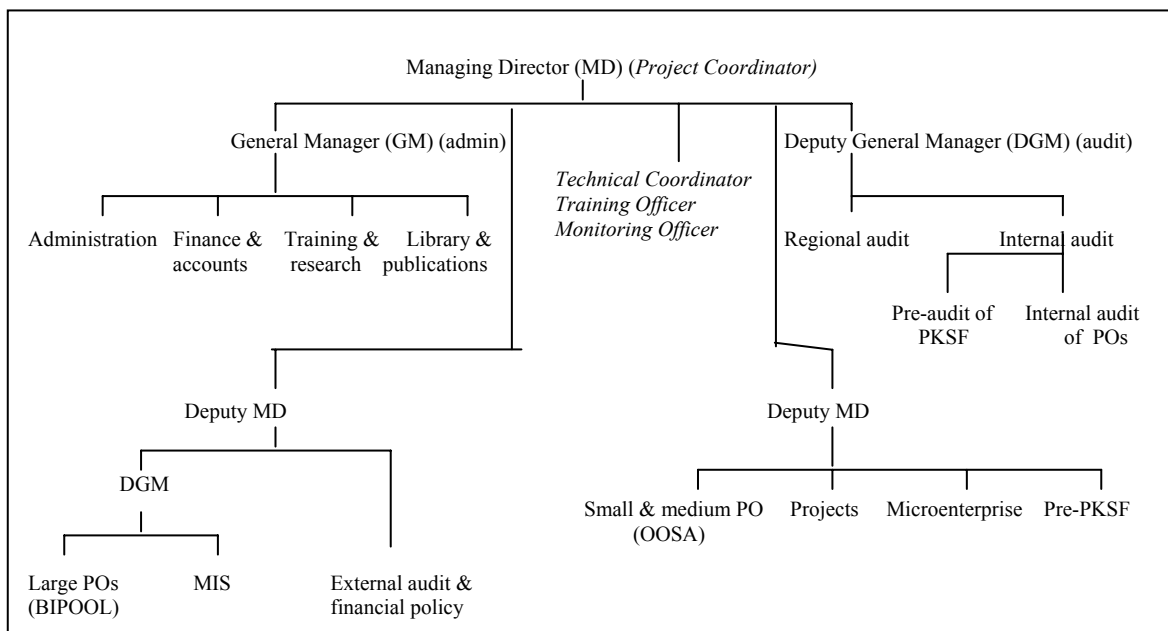
22. **Impact monitoring** will gather information on indicators of project objectives, including IFAD's RIMS indicators. This involves: (i) baseline profiles of all group member households on joining project groups; (ii) sample surveys at mid-term and completion to update profiles for a sample of members, and thereby obtain information on impact; and (iii) rapid nutrition (anthropomorphic) surveys to gather information on the extent of malnutrition and stunting among children under five years of age. These will be carried out soon after project start-up, at mid-term and completion. POs will complete the member profile forms, with the sample impact surveys and rapid nutrition surveys contracted to external agencies.

23. **Progress reports.** POs will follow the existing PKSf reporting system. PKSf will submit progress reports in English to IFAD to provide essential information on the physical and financial progress of project activities and regular assessment of the project impact using a similar format to that used for the IFAD-funded Microfinance and Technical Support Project.

24. **Mid-term and completion review.** In cooperation with PKSf and UNOPS, the Fund will undertake a mid-term review (MTR) in PY 3 to review the project's achievements and constraints, particularly the performance of the POs and PKSf, and the conclusions of the various impact assessments of project impact and performance. Based on the findings of the MTR, a mutually acceptable action plan for the remainder of the project will be prepared. Prior to this, impact and other surveys will be carried out to obtain information on progress in meeting project objectives. On completion of the investment programme, but before loan closing, PKSf will prepare a project completion review in accordance with IFAD's standard format.

ORGANIZATIONAL CHART

Management Structure of PKSf and Project Staffing



Note: Project coordination unit staff in italics.

APPENDIX VII

ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

1. A detailed economic analysis has not been undertaken because the likely uptake of loans for the different farm and off-farm enterprises cannot be predicted with any certainty. Under these circumstances the calculation of a benefit stream is problematic. However in line with standard practice for microfinance projects, a financial viability analysis has been undertaken for the likely investments made by beneficiaries and for the PO operations.

2. Crop and livestock enterprise budgets were prepared to assess the increase in net income as households with assets and labour profiles typical of marginal and small farmers gain access to credit and are able to intensify and/or diversify. Livestock constitute a major part of the farming system, particularly important for farmers with less land, and are highly integrated with crop production with farm animals consuming crop by-products and providing manure and draught power for crop production. Figures for individual enterprises therefore tend to overestimate costs and underestimate overall returns. Nevertheless Tables 1 and 2 show that these on-farm production models are attractive and form the basis for the analysis of farm enterprise models.

Table 1: Estimated Increases (%) in Net Income from Crop Enterprises

	Production Enterprise	Present input/output/ha (without project)				Projected input/output (with project)				% Increase in net income
		Prod/ha (Kg)	Gross income (BDT)	Prod cost (BDT)	Net Income (BDT)	Prod/ha (Kg)	Gross income (BDT)	Prod cost (BDT)	Net Income (BDT)	
1.	Boro rice	4 650	32 876	20 581	12 295	5 115	36 163	20 992	15 171	23
2.	T. aman rice	3 713	29 210	12 414	16 796	4 084	32 131	12 662	19 469	16
3.	Aus rice	3 225	24 091	13 882	10 209	3 548	26 499	14 160	12 339	21
4.	Wheat	2 223	27 254	15 044	12 210	2 490	30 524	15 345	15 180	24
5.	Maize	6 484	43 997	22 904	21 093	7 132	48 397	23 362	25 035	19
6.	Potato	13 894	55 575	33 742	21 834	16 673	66 690	34 416	32 274	48
7.	Tomato	3 705	44 460	17 292	27 168	4 446	53 352	17 638	35 714	31
8.	Chilli	3 705	44 460	17 292	27 168	4 446	53 352	17 638	35 714	31
9.	Onion	8 398	67 184	25 195	41 989	10 078	80 621	25 699	54 922	31

Table 2: Estimated Net Income from Livestock Enterprises

	Production Enterprise	Net Income after Financing/Average Cash Flow net of loan (BDT/year)	Labour days	Return per labour day (BDT/day)
1.	Dairy cows	6 790	135	92
2.	Beef fattening	2 308	40	91
3.	Goat breeding	3 810	225	17
4.	Kid rearing	828	38	22
5.	Broiler production	6 020	50	119
6.	Duck egg production	14 721	180	82
7.	Chicken egg production	3 930	91	43

APPENDIX VII

3. In order to assess the degree to which farm incomes would rise as a result of the project, two farm models were constructed to indicate the financial situation of a marginal farmer and a small farmer in each of the two project regions. Net farm income was calculated based on the expected benefits to be derived from the project; these are: (i) an increase in area rented for the marginal farmer of 0.2 acres; (ii) an increase in cropping intensity; (iii) a switch to more profitable commercial crops; (iv) the establishment of a new beef-fattening enterprise by the marginal farmer; and (v) milk production by the small farmer with a cross-bred cow in place of a traditional animal. A summary of calculations is shown in Table 3.

Table 3: Summary of Farm Models

	Marginal farmer			Small farmer		
	Before	After	Increase	Before	After	Increase
Cultivated land						
Own	0.8	0.8	0.0	2.0	2.0	0.0
Acres Rented	0.2	0.4	0.2	0.0	0.0	0.0
Total	1.0	1.2	0.2	2.0	2.0	0.0
North-central						
Cropping intensity	192%	205%	13%	192%	205%	13%
Net margin from crops*	8 979	15 054	68%	18 427	25 954	41%
Net margin from livestock*	0	2 308	0	-310	6 790	
Total Taka	8 979	17 362	93%	18 117	32 744	81%
Plus value of household labour	6 398	8 837	38%	13 028	15 299	17%
Total household income	15 377	26 199	70%	31 145	48 044	54%
Hired labour (days)	5	32	575%	58	80	39%
North-west						
Cropping intensity	160%	180%	20%	160%	180%	20%
Net margin from crops*	9 614	15 662	63%	19 697	26 968	37%
Net margin from livestock*	0	2 308		-310	6 790	
Total Taka	9 614	17 970	87%	19 387	33 758	74%
Plus value of household labour	3 331	5 464	64%	8 509	10 554	24%
Total household income	12 945	23 434	81%	27 896	44 312	59%
Hired labour (days)	4	28	687%	42	65	55%

*Margin net of land rent and loan interest costs.

4. The models indicate that targeted households in the north-central region could anticipate an increase in farm income (including the value of household labour) of 70% for a marginal farm and 54% for a small farm. Targeted households in the north-west region could expect an increase in farm income of 81% for a marginal farm and 59% for a small farm. In all cases it is expected that, with the project, households would hire more labour. The models illustrate the financial position before and after the application of incremental capital on farm. In practice, farms will develop gradually over a period and, with a series of loans, may invest in a range of both farm and non-farm activities.

5. Projections also have been made for financial viability of non-farm enterprises typical in the project area. Representative budgets for paddy trading, fertilizer retailing and power tiller businesses show these businesses to be profitable and capable of producing a positive net income after financing.

6. Analysis of the financial viability of project credit operations for POs has been undertaken. Projections show that the overall expenses in PY 6 amount to 12% of the amount outstanding, compared with the yield of 18%, which leaves 6% for contributions to the disaster reserve, replacement of capital equipment (motorcycles, computers, etc.) and for growth in equity funds to gradually replace the PKSF funding.

